L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue du Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI 30 JUILLET 1884.

OFFICIEL.

Lois votées par l'Assemblée Générale

DE

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION REGULIERE DE 1884.

No 87] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 25 de la loi No. 20, approuvée le 23 juin 1882, intitulée: "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour abroger toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente," et pour abroger toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente.

Avis publié ayant été donné, conformément à l'article 48 de la Constitution.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 25 de la loi No. 20, approuvée le 23 juin 1882, intitulée: "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires et abroger toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente," soit amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

"Le Commissaire de la police et des Edifices Publics aura à sa charge, autant que le Conseil de ville y est autorisé, les Maisons de Refuge et de Correction, les Epaves et les Cimetières, ainsi que l'éclairage de la ville; il sera revêtu de telles autres fonctions et de tels autres devoirs que pourra prescrire le Conseil. Il est bien entendu qu'aucune autorité conférée ni aucun devoir imposé, par la présente loi au dit Département ou au Conseil, ne portera atteinte à aucun des pouvoirs, devoirs et droits conférés par cette loi au maire. Le dit Commissaire aura la surveillance générale des maisons d'école, des marchés, des Abattoires, des prisons, stations de police, geôles, maisons de correction, asiles, hôpitaux, des maisons de Cour et des édifices publics, à l'exception de l'Hôtel de ville qui est sous le contrôle du maire et des différents fonctionnaires exécutifs. Il sera revêtu de telles autres fonctions et chargé de tels autres devoirs que pourra lui prescrire le Conseil. Il adressera tous les mois au maire un rapport sur les soins de son Département. Il recevra un salaire annuel de trois mille cinq cents piastres. Il devra, avant d'entrer en fonction, et après avoir prêté le serment requis, fournir un cautionnement de vingt-cinq mille piastres, avec des répondants solvables résidant dans le ressort des cours de la première et de la quatrième cour de district, en vue d'un fidèle accomplissement de ses devoirs.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est abrogée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCK,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane,
Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No 88] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 66 d'une loi intitulée: "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires et abroger toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente," et amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

"Le Conseil ne devra, sous aucun prétexte, approprier des fonds pour le gouvernement de la corporation dans la pleine mesure du revenu, d'après estimation, mais il devra réserver dix pour cent de ce revenu, selon estimation, et le montant ainsi réservé joint aux sommes, dettes, intérêts et crédits provenant de sources diverses, sera affecté par le Conseil aux améliorations publiques."

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No 89.] LOI

Pour pourvoir à l'enregistrement des bons de la ville de la Nlle-Orléans, à la manière de les enregistrer et de les transférer; pour pourvoir au paiement de l'intérêt sur les dits bons aux porteurs enregistrés, et pour établir les mandements du secrétaire du Bureau de Liquidation pour l'enregistrement et le transfert ci-dessus.

La preuve ayant été faite de la publication, conformément à la loi, pendant trente jours, de l'intention de s'adresser à la Législature pour obtenir le vote de la présente loi,—

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la ville de la Nlle-Orléans, agissant par l'intermédiaire du Bureau de Liquidation de la dette de ville, émettra à la demande d'un porteur quelconque de bons de ville, et sur remise des dits bons, un certificat de dit porteur, d'enregistrement, lequel indiquera exactement le numéro, la classe et la lettre du bon remis, le signataire du dit bon, les lois et l'autorité sur lesquelles est basé l'émission primitive, le taux de l'intérêt qu'il porte, et les échéances des coupons.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que le bon ainsi remis sera cancellé en la présence du porteur, et le fait de cette cancellation sera exprimé dans le reçu que donnera le porteur qui recevra, en échange de son bon, un certificat d'enregistrement.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que le dit Bureau de Liquidation tiendra un registre où sera mentionnée l'émission de chaque certificat et qui renfermera une description exacte et complète du bon en retour duquel le certificat a été émis.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que le quinzième jour de chaque mois le secrétaire du Bureau de Liquidation de la Dette de Ville préparera un certificat du montant de l'intérêt dû le premier jour du mois suivant; ce certificat sera émis pour le même montant que celui des coupons du bon remis et cancellé et dont l'échéance tombe le même jour. Le dit certificat sera transmis à la personne au nom de qui il a été enregistré et sera soldé de la même manière que les coupons.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Que les certificats émis pour les bons remis, et l'intérêt qu'ils portent, ne seront payés qu'à la partie au nom de laquelle ils ont été émis ou à ses héritiers ou ayant-droit. Pour transférer ces certificats, le porteur devra les livrer au Bureau de Liquidation de la dette de ville, dont le secrétaire, sur l'ordre écrit du dit porteur, donnera un reçu constatant le nom de la personne à qui a été fait le transfert. Pour chaque bon ainsi enregistré et transféré, cinquante sous d'honoraires seront payés au dit secrétaire du Bureau de Liquidation de la dette de ville.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., qu'en exemptant le dit certificat enregistré pour le bon par lui remis, le porteur n'aliènera en rien le gage, privilège et droit de contrat qu'il possédait sur le bon enregistré et cancellé, comme il est dit ci-dessus.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 90.] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la loi No. 20 de 1882, intitulée "Loi pour incorporer la ville de la Nouvelle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour abroger toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente."

Attendu qu'avis a été donné pendant plus de trente jours dans le "Gretna Courier," journal officiel de la paroisse Jefferson, ainsi que l'exige l'article 48 de la Constitution, de l'intention de s'adresser à la Législature pour le vote de la présente loi, conformément à l'Article 48 de la Constitution.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section No. 47 de la loi, No. 20 de 1882, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Section 47.—Les Recorders seront élus par les votants qualifiés de la ville; ils devront être âgés, d'au moins vingt-cinq ans, et résider dans le district où se trouve leur juridiction; ils devront y avoir résidé un an au moins avant leur élection. Les Recorders de la première et de la seconde Cour de Recorders recevront chacun un salaire de deux mille cinq cents piastres par an, et les Recorders de la troisième et de la quatrième Cour de Recorders un salaire de deux mille piastres chacun. Les Recorders de la première et de la seconde Cour de Recorders auront chacun un greffier qui recevra quinze cents piastres par an, deux assistants-greffiers qui toucheront chacun mille piastres, ainsi qu'un greffier compétent qui sera appelé le greffier aux témoignages et dont le salaire sera de douze cents piastres par an.

Il sera du devoir du greffier aux témoignages, qui devra être sténographe, de faire un rapport exact des témoignages et des interrogatoires dans toutes les affaires où il s'agit d'un délit ou d'un crime relevant de la cour criminelle de district de la Nouvelle-Orléans. Ces dépositions seront signées par les témoins et certifiées par le recorder qui les transmettra ensuite à la cour criminelle, où elles serviront de preuves authentiques dans le cas de la mort ou de l'absence du témoin. Chaque cour de recorder aura aussi un garçon de bureau [porter] qui recevra $50 par mois.

Les recorders de la troisième et de la quatrième cour de recorders auront chacun un greffier qui touchera douze cents piastres par an, et un assistant-greffier qui recevra mille piastres par an. Les dits greffiers seront nommés et destitués par les recorders à leur gré.

Le conseil fournira aux dits recorders un local convenable pour leurs bureaux ainsi que les articles de bureau nécessaires; le maire, sur la recommandation des dits recorders respectivement, détachera quatre agents de police pour le service de la première et de la seconde cour de recorders, trois agents de police pour le service de la troisième cour de recorder, et deux agents de police pour le service de la quatrième cour de recorder: ces agents de police y feront observer l'ordre, exécuteront les décrets des dites cours et seront sous le contrôle des recorders respectifs.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi incompatible avec la présente est abrogée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 91.] LOI

Pour autoriser la ville de la Nouvelle-Orléans et les jurys de police de la paroisse Jefferson, rive droite et rive gauche, à partager l'édifice connu comme la Mairie de Cour, situé dans la ville de Carrollton.—Avis public ayant été donné de l'intention de s'adresser à la Législature pour le vote de la présente loi, conformément à l'Article 48 de la Constitution.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la corporation municipale de la ville de la Nouvelle-Orléans et les jurys de police de la paroisse Jefferson, rive droite et rive gauche, sont autorisés, par l'intermédiaire de leurs officiers respectifs, à diviser, soit par convention ou licitation, la propriété connue comme Maison de Cour, dans la ville de Carrollton, et posédée en commun en ce moment par les deux corporations.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que les dites corporations (ou l'une des deux) sont autorisées à prendre telles mesures légales qui seront nécessaires pour la division susdite, et pour affecter le dit édifice ou le revenu qu'il produira aux écoles publiques des dites corporations.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est abrogée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 92.] LOI

Pour abolir les jurys de police de la paroisse Jefferson, rive droite et rive gauche, et pour consolider la paroisse de Jefferson en un gouvernement de paroisse appelé "Le jury de police de la paroisse Jefferson."

Ainsi pour pourvoir à la liquidation et au règlement des dettes et obligations valides de chaque division de la dite paroisse, consolidée ou sujets de cette loi.

Attendu qu'avis a été donné pendant plus de trente jours dans le "Gretna Courier," journal officiel de la paroisse Jefferson, ainsi que l'exige l'article 48 de la Constitution, de l'intention de s'adresser à la Législature pour le vote de la présente loi,—

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que le Jury de police de la paroisse Jefferson, rive droite et rive gauche, est abolie.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc. Que le gouvernement de la paroisse Jefferson et l'administration de ses affaires sont confiés à un jury de police composé de neuf membres ayant les qualités légales requises, lesquels exerceront les pouvoirs et observeront les devoirs imposés aux jurys de police abolis par la présente loi, ainsi que les pouvoirs et les devoirs imposés aux jurys de police par la loi générale.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que la dite paroisse Jefferson sera, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par la loi, divisée en neuf wards de jury de police, qui seront connus et désignés comme suit:

Le premier ward comprendra le territoire commençant à un point sur le fleuve Mississippi, rive droite, sur la ligne de la paroisse d'Orléans, s'étendant jusqu'à la ligne inférieure du village de New Gretna sur le dit fleuve, et dans le fond sur une ligne divisant la paroisse d'Orléans, puis allant rejoindre le point initial.

Le second ward commencera à la ligne inférieure du village de New Gretna et ira jusqu'au centre de la rue Levoisier, sur le fleuve Mississippi, s'étendant dans le fond jusqu'à la ligne limitrophe de la paroisse.

Le troisième ward commencera au centre de la rue Levoisier, sur le fleuve Mississippi, ira jusqu'au centre du Canal Harvey, et s'étendra dans le fond jusqu'au point de jonction du dit Canal et du Bayou Bafataria, la ligne se dirigeant ensuite le long du dit Bayou jusqu'à son point de jonction avec le Canal Verret, et se prolongeant de là jusqu'au point de jonction du Canal Verret et de la rue Levoisier, pour retourner au point initial.

Le quatrième ward: Du centre du Canal Harvey, sur le fleuve Mississippi, à la ligne inférieure de l'habitation Fairfield [Whitney & Mitlican] sur le dit fleuve, et s'étendant à six milles dans le fond jusqu'à une ligne parallèle au Mississippi.

Le cinquième ward: De la ligne inférieure de l'habitation Fairfield, sur le dit fleuve, et s'étendant à six milles dans le fond jusqu'à une ligne parallèle au Mississippi, de là le long de la dite ligne jusqu'à la ligne supérieure de la paroisse, puis jusqu'au fleuve Mississippi et le long du dit fleuve jusqu'au point initial.

Sixième Ward: Toute cette partie de la paroisse Jefferson, rive droite, non comprise dans les wards ci-dessus, et s'étendant jusqu'au Golfe du Mexique, embrassant Barataria, Grand'Terre, Chenière Cammada et Grand'Ile.

Septième Ward: De la ligne inférieure de la paroisse Jefferson, sur la fleuve Mississipi, rive gauche, jusqu'à la ligne inférieure de l'habitation de C. Labarre, sur le dit fleuve, et s'étendant dans le fond jusqu'au côté nord du droit de passage de l'Illinois Central Railroad, de là jusqu'à la ligne inférieure de la dite paroisse, et ensuite le long de la dite ligne jusqu'au point initial.

Huitième Ward: De la ligne inférieure de l'habitation de C. Labarre, sur le côté nord du droit de passage de l'Illinois Central Railroad, s'étendant dans le fond jusqu'au lac Pontchartrain, de là le long du dit lac jusqu'à la ligne inférieure de la paroisse Jefferson, de là ensuite le long de la dite ligne inférieure jusqu'au côté nord du droit de passage du chemin de fer ci-dessus, puis jusqu'au point initial.

Neuvième Ward: De la ligne inférieure de l'habitation de C. Labarre, sur le fleuve Mississipi, jusqu'à la ligne inférieure de la ville de Kenner, de là le long de la dite ligne jusqu'au lac Pontchartrain, de là ensuite jusqu'à la ligne inférieure de la dite habitation, et enfin jusqu'au point initial.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc., Que le Gouverneur de l'Etat nommera, avec l'avis et le consentement du Sénat, le plus tôt possible après le vote de cette loi, neuf jurés de police pour la dite paroisse, lesquels devront être des résidents des dits wards et posséder en outre les qualités légales requises; ces jurés de police ainsi désignés rempliront immédiatement les formalités nécessaires et entreront en fonctions.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Qu'à l'organisation du jury de police créé par cette loi, il sera du devoir des officiers et des employés des anciennes divisions de la paroisse de remettre immédiatement au dit jury de police tous les livres, papiers, archives, documents, sommes d'argent, billets, obligations, certificats de dettes, et toute espèce de biens meubles, appartenant à la paroisse Jefferson ou à l'une des dites divisions.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., Que la création du jury de police de la paroisse Jefferson, en vertu de cette loi, ne portera aucune atteinte aux obligations des habitants, ou aux biens engagés au profit des créanciers publics d'une division quelconque de la paroisse, ces obligations et ces dettes seront à la charge des divisions respectives de la paroisse qui les ont assumées et qui devront les acquitter. Le dit jury de police de la paroisse Jefferson s'assurera sans délai du montant de la dette, à laquelle ne pourvoit pas la loi, contractée par les différentes divisions de la paroisse et les fera liquider; il prendra dans ce but telles mesures qu'il jugera nécessaires. Il est bien entendu que, d'après la présente loi, aucune des divisions de la paroisse ne sera responsable de la dette d'une autre division.

Sec. 7—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire aux dispositions de la présente, est et demeure abrogée.

Sec. 8—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi aura tout son effet dès qu'elle sera promulguée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 30 juillet.—Température—Beau temps, vents du sud, température stationnaire.

Température du 29 juillet 1884.

Thermomètre de C. Duhamel, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	85	29½
Midi	99	31⅔
3 P M	92	33⅓
6 P M	91	32½

Mardi 29 juillet, 1884, 2 p. m.—Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes

Atlanta	82	Louisville, Ky	83
Augusta, Gla	86	Memphis, Tenn	88
Corsicana, Tex	92	Mobile, Ala	91
Dairo, Ill	85	Montgomery, Ala	87
Chattanooga, Tenn	90	Nashville, Tenn	92
Cincinnati, O	82	New Orleans, La	92
Davenport, Iowa	83	Omaha, Neb	77
Dubuque, Iowa	82	Pittsburgh, Pa	86
Galveston, Texas	87	Savannah, Gla	84
Indianola	90	Shreveport, La	96
Keokuk, Iowa	86	St. Louis, Mo	86
Key West, Fla	92	St-Paul, Minn	82
La Grosse, Wis	84	Vicksburg, Miss	93
Leavenworth, Kas	74	Yankton, D. T	74

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES,

fournis au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Randall Littleton à Mlle Lucrèce Sayer;
Jean Reine à Mlle Léontine Simonin;
Matthew R May à Mlle Mary Fetter.

Naissances.

Mme W J Harvey, une fille, 2 juin;
Mme A J Cain, une fille, 30 juin;
Mme Nicole Chalmane, une fille, 24 juin;
Mme J R Wattleworth, une fille, 26 juin;
Mme Dr G A Cramomatti, un garçon, 17 juil.

Décès.

Mme Veuve Jean Gégoné, 54 ans, coin 8 Philippes et Ursulines;
Christopher C Newman, 13 mois, rue Canal, près St Patrick;
Mlle Elizabeth Magee, 60 ans, 365 rue Bienpart, côté sud;
Frank B Fassmann, 47 ans, 249 rue Terpsichore;
John Henry White, 2 ans, coin Avenue Napoléon et rue Pitt;
Albert Johnson, 1 mois, 15 Nouveau St Bernard;
James Lyons, 40 ans, Louisiana Retreat;
Richard Neal, 18 ans, 227 rue Philip;
Casimir Glugy, une negre, 367 rue Decatur;
Lassalle Hill, 18 ans, 102 rue Claiborne, côté nord;
Harvey A Merritt, 19 mois, coin Front et Lafayette;
Samuel McClellan, 60 ans, 21 rue Bourbon;
Amelia Poland, 11 mois, Asile des Orphelins de St Vincent;
Un garçon de Mme A Steeg, 7 jours, 19 rue Canal.

Voyageurs arrivés.

CITY HOTEL.

A C Beyshard, ville; Thomas Davenport, Miss; Mme V C Billingsly et enfant, J A Morne, Miss; M L Fournier, Mlle A Hosker, PF. C Co; C Barry, Assomption; L P Gandi, Lafourche, Lns; F A Hangh, R H Elliott, Smith, Fla; C G Chenault, Washington, D C.

Ventes inscrites aux bureaux de l'annotateur des aliénations:

D. Coquet à Miles Marie J. B. Coquet et Marie F. Coquet, une portion de terre et batisses dans l'îlet compris entre les rues Marais, Villeré, Esplanade et Chemin du Bayon.....$1660

Mme M. Coquet et James D. Coquet aux mêmes, un terrain et batisses dans l'île susdite, entre les rues Broad, Septième, Washington et Lepage.....$2666

La Compagnie d'Assurance des Marchants à Jacob Telle et Mme Charles C. Umhofer.—Un terrain et batisses dans l'îlet compris entre les rues Bienville, Villeré, Conti et Marais.....$700

Louis F. C. Meyer à Robert Carey, un terrain et bâtisses dans l'îlet compris entre les rues Laurel, Ste Marie, Jersey et Félicité.....$575

Mme Oscar Dupeire à Michael Mc Quade, un lieu carré de terre et bâtisses dans l'îlet compris entre les rues State, Union, Laurel et Live Oak.....$1000

Mme John Ryan et als à John W Maher, trois terrains et batisses dans l'îlet compris entre les rues Philippe, Première, Clara et Martin.....$1000

Mme Trasimond L. Landry à Josephine Nash, un terrain et batisses dans l'îlet compris entre les rues Villeré, Delaronde, Seguin et Bouny.....1700

Cour Civile de District.—La succession de Caroline Engelhardt a été ouverte.

John Connors demande l'infirmation d'un jugement de la Première Cour de Cité contre lui, en faveur de Mme Eliza Lyons, en sa qualité de tutrice, pour le loyer d'une maison.

La même demande est faite par M. Delhinder au sujet d'un jugement rendu par cette cour de première instance, en faveur de Fisher & Caulfield, pour valeur reçue.

Richard R. Schmidt réclame à la Compagnie du chemin de fer Louisville & Nashville $275, la valeur d'un mulet tué le 13 novembre de l'an dernier, sur la Levée, par une des locomotives de la Compagnie.

Cour criminelle.—Section B—juge Baker—Joseph Buckley a été trouvé coupable d'actes de violence sur la personne d'un agent de police, rue Royale, le 31 mai dernier.

Charles Zimmerman a été innocenté d'une accusation de mauvais traitements d'animaux, formulée contre lui par M. Hugo Walthers.

Le ministère public a renoncé aux poursuites dirigées contre Eustis de Leon, pour voies de fait.

Julia Agathe Sauer s'est reconnue coupable d'un vol de 285 piastres, et a été condamnée à six mois d'emprisonnement.

Vincent de Benedict s'est reconnu coupable d'actes de violence sur la personne de Tony Martin; et il a été, comme punition, demeurer une heure en prison.

Simon Loecher a été condamné à six mois de détention en prison de paroisse pour avoir blessé Ulrich Ibrich.

John Williams, pour un vol de quelques dollars, a été condamné à 3 mois d'incarcération.

Geo. Samuel, James Sherlock, Michael James, Thomas Gibson, James Walsh, James Gillam, Hugh Early et Louis Lazard, ont repoussé des plaintes diverses formulées contre eux.

Cour du recorder Ford.—Une plainte a été déposée hier, contre John Kane, officier du bateau à vapeur Clifton. Son accusateur, Mack Lemmons, affirme avoir été frappé et blessé à la tête par lui. Kane s'est constitué prisonnier et a été relaxé sous cautionnement.

John Doyle est accusé d'avoir été porteur hier soir, d'une arme cachée, alors qu'il était sous l'influence d'une liqueur enivrante.

Peter Henderson, pour humeur belliqueuse et bris de paix, a dû payer une amende de $5 ou subir une incarcération de dix jours.

John Westley et Valérie Ollibert sont sous le coup d'une accusation de larcin. Les poursuites usuelles seront entamées contre eux.

Rube Blackwell a versé $10 dans les coffres de la ville pour avoir eu la main légère en frappant Marie Edwards.

Joseph Fléchter est accusé d'usage de propos obscènes; Henri Train, d'abus de confiance et de détournement de fonds; Roland L'Official, d'actes de violence sur la personne de Mme Moreau.

Fil L'Official et Roland L'Official, pour s'être violenter l'un l'autre, ont été forcés de se déposséder respectivement de $10 et de $25.

Le meurtre de la rue Royale.—L'auteur du meurtre qui s'est commis vendredi dernier dans la soirée, devant un débit de bière de la rue Royale, a compris hier soir, devant le juge d'instruction de notre district; c'est un nommé Patrick Egan, de la gent *hoodlum*.

Bien avant l'heure de l'instruction, les curieux avaient envahi la salle d'audience; ils étaient en si grand nombre, que les bancs sont en grand'peine à les réduire au silence.

Egan est venu prendre place au banc des accusés, accompagné de son avocat, M. Evans. M. Lionel Adams, soutenant l'accusation, a interrogé d'abord le coroner Stanhope Jones qui a déclaré la blessure mortelle de la nature.

MM. Baltz et Pfister, l'homme de couleur Colbert, Bailey, les agents de la sureté McDonough et Evans ont ensuite fait des dépositions accablantes contre le prévenu.

Les principaux témoins, Baltz, Bailey, Pfister et Evans ont vu Egan tuer Blake sans même l'apparence d'une provocation.

Après l'audition de témoignages aussi concluants, le juge Sambola a envoyé le prévenu devant la Cour Criminelle, le gardant en prison jusqu'à sa mise en jugement.

Conseil municipal.—Nos édiles ont tenu séance hier soir, sous la présidence du Maire.

Dès l'ouverture de la séance, les communications suivantes ont été soumises à l'assemblée:

Le rapport hebdomadaire du Trésorier sur la situation financière de la ville.

Le Commissaire des travaux publics a présenté son rapport trimestriel sous la date du 29 juillet.

Une communication de M. J. Benjamin Chandler, relative aux franchises d'un chemin de fer urbain.

Une pétition du pasteur de l'église méthodiste épiscopalienne de l'Avenue St Charles, demandant la cancellation d'une taxe imposée sur l'immeuble.

Une pétition de Mme Eyrich, demandant l'autorisation de poser une enseigne ardevant de son magasin, rue du Canal.

Une pétition de l'agent de police Thomas C. Porter, demandant le paiement de son traitement, pendant tout le temps qu'il a été dans l'impossibilité de travailler par suite de blessures reçues dans l'exercice de ses fonctions.

Le rapport trimestriel du Conseil d'Administration de la maison d'aumônes Shakspeare.

Le Maire, après la lecture de tous ces documents par leurs titres, s'est exprimé ainsi; j'approuve par la présente, conformément aux dispositions des Ecoles publiques de la ville, qu'il y aura en décembre prochain, à l'Exposition Universelle de l'Agriculture et de l'Industrie, un concours ouvert aux Ecoles publiques de toutes les grandes cités de l'Union. Comme il est probable que celles de notre cité figurent avantageusement à ce concours, je crois sage d'allouer au fonds de l'Instruction publique une somme supplémentaire en 1884, la somme de $185,000 suffisant à pourvoir à ce fonds, qui sera nommé comme "comité de révision," créé par un acte de la Législature en 1884, le comité du budget; et j'engagerai ce comité à mettre à exécution, sans délai, les dispositions de cet acte."

La suggestion du maire a reçu l'approbation de l'Assemblée.

Le Trésorier a demandé que les messieurs en son pupitre ci-après nommés, fussent autorisés à signer les pompes de taxes: Eugène N. Fox, P. J. Kelly, Peter Hagan, Theodore Mauk.

Le contrôleur, M. Hall, a soumis l'offre d'achat par M. F. Trisconi des revenus des marchés publics, pour le mois d'août, $17,400; offre agréée.

Le comité de Police favorise l'ordonnance qui exige que tout véhicule porte en toutes lettres le nom de son propriétaire.

Les ordonnances relatives à l'estimation des ressources et des obligations de la ville pour l'année courante ont été mises en discussion. Celle des ressources a été adoptée.

M. E. A. Burke, qui était venu pour faire quelques remarques au Conseil, a demandé l'autorisation de se faire entendre. Il a dit qu'il relevait de maladie, mais que ce qu'il avait à communiquer à l'assemblée était d'une nature trop importante, trop pressante, pour attendre son parfait rétablissement de santé.

Il a dit que la commission très regrettable dans le budget, celle de l'allocation des $100,000 à l'Exposition. M. Burke a fait ressortir le désastreux effet qu'aurait le refus de l'Administration municipale actuelle de reconnaître un contrat fait par l'Administration précédente.

M. Ryan propose de refaire le buget à dessein de remplir la lacune.

M. Moon s'y oppose, et propose de déposer la motion de M. Ryan sur le bureau.

La motion de M. Ryan prévaut néanmoins; les voix pour, sont au nombre de 21; les voix dissidentes sont celles de MM. Albert, Brennan, Devron, Farrell, Moon et Sterne.

Nombre d'autres questions sont traitées, et le Conseil lève la séance.

Accident.—La nouvelle qui arrivait ici hier matin, d'un accident survenu sur le chemin de fer Northeastern, à vingt milles de la Nouvelle-Orléans, s'est confirmée dans le courant de la journée. Il paraît qu'une locomotive s'est détachée d'un convoi pour prendre de l'eau, et qu'en retournant s'accoupler, elle a été jetée hors de la voie par une vache qui s'y était couchée. Le choc a été si violent et si soudain, que le chauffeur, Charles Whitney, a fait une chûte qui l'a tué, et le mécanicien, Clark, a été douloureusement brûlé par la vapeur s'échappant d'une soupape.

Paragraphes.—Le corps d'un enfant, Louise Gray, qui s'est noyé dans le fleuve le 25 de ce mois, a été retrouvé hier matin. Après les constatations d'usage par le coroner, le corps a été livré aux parents de l'enfant.

—Moses Johnson, Jeanne Labarre et Marcus Guburger ont été admis d'urgence hier, à l'hôpital. Tous trois ont été trouvés sur la voie publique dans un état maladif et dans le plus affligeant dénûment.

—Henri Train a hier, fait sien un orgue de barbarie appartenant à autrui. Le police l'a forcé à restituer à qui de droit l'instrument qui est fait ses délices ou sa fortune, et l'a conduit en prison.

—Un mandat d'arrêt a été lancé contre John Kane, sur qui pèse une accusation de coups et blessures sur la personne de Hack Lemmons.

—Le Sieur J. S. Gould a été mis en prison hier soir, pour son manque de loyauté dans le pugilat de dimanche dernier où il a fait si triste figure. La plainte déposée contre lui ne peut être qu'abus de confiance, tromperie de la crédulité publique.

—Trois gamins, Wm. Steadman, Tony Stoye et Vincent Megenis ont été mis sous les verrous hier, pour avoir volé une cagnifle dans le fleuve.

—Un indigent peu scrupuleux a fracturé hier, le tiroir d'un magasin rue Adams, coin Commercial, pendant l'absence du propriétaire, et en a enlevé le contenu.

—Une collision a eu lieu hier, entre un char urbain et un *break*; des avaries à ce dernier en sont résultées.

—Un tireur à poudre a arraché à leurs rêves, hier matin, les personnes du voisinage, coin Howard et Terpsichore, en brûlant une cartouche de son pistolet.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

Réunion de Légitimistes.

Paris, 29 juillet—Aujourd'hui, à une assemblée de 100 légitimistes qui a eu lieu à Paris, sous la présidence du comte Andigne, le comte de Paris et la branche des d'Orléans ont été dénoncés comme étant incapables de représenter les principes de la monarchie héréditaire.

L'assemblée s'est aussi déclarée en faveur du prince Jean de Bourbon, comme successeur du Comte de Chambord.

Prières pour les victimes du choléra.

Belle conduite du Clergé.

Paris, 29 juillet—L'Archevêque de Paris a donné l'ordre aux prêtres de prier pour les victimes du choléra et de solliciter pour elles des aumônes.

Un changement favorable dans la température a amené une diminution des décès. A Marseille, la police est obligée d'user de la force lorsqu'elle désinfecte les maisons où des décès sont survenus.

L'opinion unanime est que la conduite du clergé durant toute la panique a été admirable.

Les prêtres et les sœurs de charité ont fait preuve d'un zèle infatigable; souvent ils désinfectaient les maisons, travail qui incombait aux authorités municipales.

Le Duc de Chartres a eu une attaque de fièvre causée par les fatigues et l'anémie éprouvées pendant son voyage à Toulon et à Marseille.

Le vice-amiral Krantz — Le choléra.

Paris, 29 juillet—Le vice-amiral Krantz, commandant de la flotte à Toulon, télégraphie qu'il est confiant que le choléra ira diminuant chaque jour en cette ville.

Les avis reçus de la frontière ne sont pas favorables.

L'état sanitaire de l'hôpital à Vintimiglia est épouvantable. On craint que cet endroit ne devienne le centre de l'infection. Déjà dix cas de choléra y sont survenus. A Meban, une quarantaine de sept jours est imposée. Lorsque le train sort du tunnel, les soldats l'entourent et conduisent les passagers au Lazaret, où ils sont enregistrés et numérotés; ensuite on leur donne une civière de paille comme lit sur un train.

M. Ferry et le bill de révision.

Paris, 29 juillet—Le ministre Ferry a harangué aujourd'hui la majorité des députés républicains et a demandé leur avis relativement au refus du Sénat d'accepter l'article 8 de la révision proposée de la Constitution.

Les députés paraissant disposés à mettre de côté l'article, mais une majorité de ceux-ci a refusé de consacrer cette opinion jusqu'à ce que le Sénat ait formellement voté sur la question.

Loi de divorce —Le bill de révision.

Paris, 29 juillet—La nouvelle loi du divorce a été publiée officiellement aujourd'hui. Trois mille actions en divorce ont déjà été instituées; parmi lesquelles figurent de hautes personnages de la noblesse. Le débat sur la révision de la Constitution ont été repris aujourd'hui au Sénat.

M. Ferry demande avec instance au Sénat d'accepter l'article 8, mais refuse de dire ce que fera le Cabinet, au cas où le Sénat viendrait à rejeter ce dit article.

Le Sénat, malgré la demande de M. Ferry, a rejeté l'article 8. On croit que les députés approuveront la décision du Sénat et que les deux chambres se réuniront le 8 août.

Paris, 29 juillet.—Le Sénat a adopté tout le bill de révision, à l'exception de la clause 8.

On pense que la Chambre des Députés acceptera l'amendement du Sénat.

Les délibérations des deux Chambres auraient alors le 4 août afin de discuter toute la question.

Indisposition du Président Grévy.

Paris, 29 juillet—Le Président Grévy a eu une nouvelle attaque, semblable à celle dont il a souffert l'année dernière. Ses amis ont conçu pendant quelques jours de grandes inquiétudes, mais on croit maintenant que tout danger est passé.

Panique à Vilago—Brutalité de la population.

Paris, 29 juillet—Le train arrivé de Nice était complètement vide.

Une panique existe à Vilago, près de Bigières.

La population, ayant à sa tête le maire et les membres du conseil, a chassé et lapidé les réfugiés de Marseille.

Choléra.

Marseille, 29 juillet—Voici le nombre des décès par le choléra et la nationalité des victimes; Français, 798; Italiens, 322; Espagnols, 13; Grecs, 2; Anglais, 1; Autrichien, 1; Allemand, 1; Américain, 1. Neuf décès de choléra pernicieux ont constatés depuis hier soir à Marseille, et 13 à Toulon.

La situation dans les districts infectés continue à s'améliorer.

Impôts élevés et récoltes médiocres.

Le Caire, 29 juillet—A l'occasion de la circulaire lancée par le ministre des finances, conformément aux ordres reçus de l'Angleterre, et par laquelle celle-ci insiste sur le paiement immédiat des impôts arriérés qui sont maintenant dus, on dit que les fellahs se trouvent dans l'impossibilité d'obtenir une avance d'argent sur les récoltes. Les fellahs, attendent avec anxiété l'arrivée du Mahdi, qu'ils considèrent comme leur libérateur.

Chambre des Communes.

Londres, 29 juillet—Hier, à la Chambre des Communes, M.